



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'AFRIQUE DE L'OUEST

(HORS NIGÉRIA-GHANA)

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

D'ABIDJAN

N° 427 – 17 décembre 2021

Régional

93 Mds USD au titre de l'IDA-20 pour aider les pays à faible revenu à faire face à la COVID-19

Le 15 décembre 2021, la Banque mondiale (BM) [a annoncé](#) une reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement (IDA), la 20^e notamment, à hauteur de 93 Mds USD pour aider les pays à faible revenu à faire face à la crise de COVID-19. Ce financement rassemble 23,5 Mds USD de contributions de 48 pays à revenu élevé et intermédiaire, des financements levés sur les marchés de capitaux, des remboursements et des contributions propres de la BM. **Pour rappel, l'IDA est le guichet des ressources concessionnelles de la BM.** Ces fonds seront versés aux 74 pays bénéficiaires de l'IDA afin de contribuer à la lutte contre la crise sanitaire mais également à construire un avenir plus vert, résilient et inclusif. Selon le communiqué, 70% des ressources de cette enveloppe seront à destination du continent africain. **A noter que tous les pays d'Afrique de l'ouest sont éligibles aux ressources de l'IDA.**

Croissance de 6,7% au 3^{ème} trimestre 2021 en g.a. dans l'UEMOA

Le Comité de Politique Monétaire (CPM) de la BCEAO [a tenu](#), le 8 décembre 2021, sa 4^{ème} réunion ordinaire de l'année. Selon le communiqué de presse, au titre du 3^{ème} trimestre 2021, la croissance économique de l'UEMOA s'est consolidée à +6,7% en glissement annuel (g.a.),

LE CHIFFRE À RETENIR

6,7%

Le taux de croissance de l'UEMOA au
3^{ème} trimestre 2021 en g.a

après +7,7% en g.a. au trimestre précédent. Cette évolution est tirée par un raffermissement progressif de la demande intérieure ainsi que par la hausse de la valeur ajoutée dans l'ensemble des secteurs. Par ailleurs, le déficit budgétaire, base engagements, **dons compris**, s'est légèrement creusé (+2,4% en g.a.), passant de 4 388,4 Mds FCFA (6,7 Mds EUR) à fin septembre 2020 à 4 492,8 Mds FCFA (6,8 Mds EUR) à fin septembre 2021, en raison de l'accélération des investissements publics dans le cadre des plans de relance des Etats membres. En outre, le **taux d'inflation est ressorti à +3,8% en g.a. au 3^{ème} trimestre 2021**, contre +3,3% un trimestre plus tôt, tiré principalement par le renchérissement des produits alimentaires. Sur la base de ces analyses, le CPM a décidé de maintenir inchangés le taux d'intérêt minimum de soumission aux opérations d'appels d'offres d'injection de liquidité à 2% et le taux d'intérêt du guichet de prêt marginal à 4%, niveaux en vigueur depuis juin 2020. Le coefficient de réserves obligatoires applicable aux banques demeure inchangé à 3%, depuis mars 2017.

CEDEAO : la Guinée et le Mali sous la menace de nouvelles sanctions

Le 12 décembre 2021, [s'est déroulé](#) la 60^{ème} Conférence des Chefs d'État et de Gouvernement de la CEDEAO lors de laquelle les développements politiques récents au Mali et en Guinée ont été passés sous revue. Concernant le Mali, la Conférence déplore le fait que la date limite fixée pour organiser des élections, à savoir le 27 février 2022, ne pourrait probablement pas être respectée. Elle a par conséquent décidé de sanctions supplémentaires d'ordre économique et financier à partir du 1^{er} janvier 2022 si la situation n'évolue pas. Concernant la Guinée, la Conférence exhorte les autorités de la transition à soumettre rapidement le calendrier des élections qui se tiendront dans les délais indiqués, soit dans les 3 prochains mois (sur un délai initial de 6 mois) et maintiennent les sanctions contre les membres de la junte.

Vers l'élaboration d'un code pétrolier régional de la CEDEAO

Les 14 et 15 décembre 2021, [s'est tenu](#) à Abidjan un atelier de validation du rapport de collecte de données qui servira à l'élaboration d'un code pétrolier régional de la CEDEAO. Selon le communiqué, l'harmonisation du cadre économique et réglementaire des activités d'exploitation d'hydrocarbures permettra de : (i) faciliter l'intégration du marché régional des hydrocarbures ; (ii) d'offrir plus d'opportunités de création de valeur ; (iii) d'accroître les investissements dans toute la chaîne de valeur pétrolière ; (iv) de mieux structurer les projets transfrontaliers ; (v) de renforcer la coopération entre Etats. *In fine*, l'objectif est de mieux valoriser et répartir les ressources en hydrocarbures afin que celles-ci contribuent plus efficacement au développement économique de la région.

🇸🇪 Bénin

Le PAG 2021-2026 approuvé en Conseil des Ministres

Le Conseil des Ministres du 15 décembre 2021 [a adopté](#) le **Programme d'action du gouvernement (PAG) 2021-2026** qui vient assurer la suite des actions engagées dans le PAG 2016-2021. Il visera particulièrement à : (i) renforcer la démocratie, la gouvernance et l'Etat de droit ; (ii) poursuivre la transformation structurelle de l'économie ; (iii) poursuivre l'amélioration du bien-être social de **la population**. Sa mise en œuvre nécessitera la mobilisation de 12 011 Mds FCFA (18,3 Mds EUR), dont 3 431 Mds FCFA (5,2 Mds EUR) déjà disponible. La participation du secteur privé est attendue à hauteur de 52% contre 48% pour le secteur public. Environ 1/3 du montant, soit précisément 3 779 Mds FCFA (5,8 Mds EUR), sera destiné à des actions dans les secteurs sociaux.

Adoption du budget 2022

Le 9 décembre 2021, l'Assemblée nationale [a adopté](#) le projet de budget de l'Etat pour l'exercice 2022. Il s'équilibre en ressources et en charges à 2 541,2 Mds FCFA (3,9 Mds EUR), en diminution de 14,9% par rapport à la Loi de finances rectificative (LFR) 2021, mais en progression de 3,6% par rapport à la Loi de finances initiale (LFI) de la même année. Les dépenses d'investissement seront d'un total de 812 Mds FCFA (1,2 Md EUR), en diminution de 2% par rapport à la LFR 2021, mais en progression de 36% par rapport à la LFI de la même année. Les projets à fort impact social (accès à l'eau potable et cantines scolaires notamment) devraient voir **leur mise en œuvre accélérée**.

🇸🇪 Burkina Faso

La campagne céréalière 2021/22 serait en baisse d'environ 10%

En marge de la 2^{ème} session du Comité de prévision de la situation alimentaire et

nutritionnelle, le Ministre de l'Agriculture [a annoncé](#) que la production céréalière 2021-2022 était prévue à 4,7 M de tonnes, en recul de 9,1% par rapport à la campagne 2020-2021. Si la production céréalière permet de satisfaire 94% des besoins nationaux, on note que 20 provinces sur 45 seraient déficitaires et seules 5 seraient excédentaires, contre respectivement 15 et 21 en 2020. La production prévisionnelle des autres cultures vivrières (niébé, voandzou, patate et igname) estimée à 718,8 K tonnes, est en baisse de 13,2% par rapport à la moyenne quinquennale. Ces contreperformances seraient dues notamment aux inondations, aux impacts de la crise sécuritaire et aux conditions climatiques défavorables (pertes de superficies estimées à 52 000 ha). En revanche, la production de maïs et de riz serait en hausse respectivement de 12,9% et de 20,3% par rapport à la moyenne quinquennale.

🍷 Côte d'Ivoire

[Instauration de nouvelles taxes sur les matériaux de construction et dissolution de la SICOGI](#)

Le 15 décembre 2021, le Conseil des Ministres [a adopté](#) une ordonnance instituant des taxes parafiscales sur certains matériaux de construction. Cette mesure, qui permettra de mobiliser approximativement 30 Mds FCFA (45 M EUR) de recettes par an, contribuera au financement de la politique de logement social. Ces fonds complémentaires seront notamment alloués à la purge des droits coutumiers, à la réalisation des raccordements de base des terrains et globalement à **l'industrialisation de** secteur du logement. En outre, le Conseil des Ministres a dissout la Société ivoirienne de construction et gestion immobilière (SICOGI) et créé l'Agence nationale de l'habitat (ANHA) qui aura pour mission de favoriser l'accès aux logements à des coûts d'acquisition ou de location accessibles pour la population.

700 000 producteurs de cacao formés par l'ANADER sur la période 2013-2020

Le 14 décembre 2021, le directeur général de l'Agence nationale d'appui au développement rural (ANADER) [a déclaré](#) que son organisation avait formé près de 700 000 producteurs de cacao aux bonnes pratiques agricoles sur la période 2013-2020. Ainsi, près de 80% de la population totale de cacaoculteurs aurait été formé et 122 000 hectares de plantations auraient été créés à partir de matériel végétal sélectionné. Selon lui, ces formations ont permis l'augmentation de la production de 1,4 M tonnes en 2013 à 2,1 M de tonnes en 2021.

🍷 Guinée

[Lancement de la 1^{ère} phase du PAGIRE](#)

Le 14 décembre 2021, le Ministère de l'Energie, de l'Hydraulique et des Hydrocarbures [a validé](#) le rapport d'un atelier portant sur l'état des lieux et le cadre de gestion des ressources en eau de la Guinée. Ce rapport est la 1^{ère} étape du Plan d'action national de gestion intégrée des ressources en eau (PAGIRE) qui visera à favoriser le développement durable et la gestion coordonnée de l'eau afin de lutter contre la pauvreté, préserver l'environnement et améliorer la résilience des populations et des écosystèmes.

🍷 Guinée-Bissau

[Les performances dans le cadre du programme SMP jugées solides](#)

[Les services du Fonds monétaire international \(FMI\) ont récemment achevé la 2^{ème} revue du Programme de référence](#) (Staff-Monitored Program ou SMP en anglais) de 9 mois. A noter que ce programme constitue une étape préliminaire qui, si elle est concluante, pourrait permettre **d'aboutir à un accord de facilité élargie de crédit (FEC)** en 2022. Selon le communiqué de presse de la mission, les

performances globales et les progrès du programme de réforme ont été solides, malgré des conditions socio-économiques difficiles exacerbées par la pandémie de COVID-19. La croissance économique de la Guinée-Bissau affiche un rebond en 2021 (+3,8%) et les perspectives à moyen terme se sont renforcées (5% en moyenne entre 2022 et 2026). L'inflation devrait rester en dessous de 3%, en ligne avec le seuil régional de l'Union économique et monétaire de l'Afrique de l'Ouest (UEMOA), **tandis que le déficit budgétaire s'établirait à 5,2%** du PIB en 2021. Les mesures adoptées par les autorités dans le cadre du budget 2022 visent à ramener le déficit budgétaire projeté à environ 4,2 % du PIB en 2022 et convergent progressivement vers la norme de déficit régional de l'UEMOA de 3 % du PIB d'ici 2025. Par ailleurs, les autorités ont décidé d'utiliser **l'allocation des DTS reçu du FMI, d'un montant de 27,2 M DTS (environ 38,4 M USD)** pour le remboursement anticipé d'une dette extérieure coûteuse et pour les dépenses liées à la COVID-19, notamment la vaccination et l'amélioration des services de santé.

🇱🇮 Libéria

Réduction des tarifs de l'électricité à partir de janvier 2022 selon la LERC

Selon le Président de la Commission de régulation de l'électricité du Libéria (LERC), d'importantes réductions des tarifs de l'électricité s'effectueront à compter du 1^{er} janvier 2022. A titre d'exemple, un usager dont la consommation mensuelle d'énergie est inférieure ou égale à 50 KWH paiera désormais 0,15 USD/KWH, soit une diminution de 32% par rapport au prix précédent (0,22 USD). A travers cette initiative, la LERC espère ainsi augmenter le nombre de connexions mais également contribuer à résoudre le problème de vol d'électricité en encourageant un comportement responsable de la part des clients, permettant la durabilité du service de fourniture d'électricité. En 2019, selon la Banque mondiale, 29,7% de la

population libérienne disposait d'un accès à l'électricité.

🇲🇱 Mali

Inflation à +5,9% en g.a. en novembre

Selon [l'Institut national de la statistique \(INSTAT\)](#), le taux d'inflation s'est établi à +5,9% en glissement annuel (g.a.) en novembre 2021, contre +2,9% en g.a. le mois précédent. Cette importante hausse des prix est tirée par celle des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+6,9% en g.a.), en lien avec l'augmentation des prix de l'huile (+37,5% en g.a.), des tubercules et plantains (+36,3% en g.a.) et des fruits (+23,6% en g.a.). Ensuite, viennent les prix de l'enseignement (+5,8% en g.a.) et des carburants et lubrifiants (+4,3% en g.a.). Cette évolution du niveau général des prix a été atténuée par la baisse des prix du secteur des boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants (-2,3% en g.a.), de la santé (-1,3% en g.a.) et des restaurants et hôtels (-1,3% en g.a.).

🇲🇷 Mauritanie

Inauguration du nouveau terminal de Arise Mauritania

[La société Arise Mauritania](#), née d'un partenariat entre Meridiam et Arise PCC, a inauguré le 15 décembre 2021 le nouveau terminal à conteneurs de Nouakchott. Ce projet, qui représente un investissement de 278 M EUR, permettra entre autres de réduire de 70% le temps d'escale des navires. Il prévoit également l'extension et l'approfondissement de la zone portuaire de 12 m à 14,70 m pour permettre l'accès de plus grands porte-conteneurs. En outre, les retombées économiques de ce projet sont nombreuses dont : (i) la création de 1 250 emplois directs ; (ii) le développement et la facilitation du commerce international ; (iii) la **création d'un hub logistique régional**.

🇳🇬 Niger

La Banque mondiale appuie la gouvernance et l'accès à l'électricité

Le 13 décembre 2021, le ministre du Plan et la Représentante Résidente de la Banque mondiale (BM) au Niger [ont signé](#) une convention de financement d'appui budgétaire de 250 M USD. Cet appui est constitué d'un don de 125 M USD et d'un crédit du même montant. Ce financement permettra d'appuyer le renforcement de la gouvernance économique, de soutenir le développement du capital humain et de réduire les inégalités de genre. Le programme soutiendra également le gouvernement dans sa réponse au COVID-19 et dans ses politiques de développement de moyen terme. Par ailleurs, le 10 décembre dernier, la BM avait également approuvé un financement de 317,5 M USD pour le Projet d'accélération de l'accès à l'électricité au Niger (HASKÉ). Ce projet appuiera : (i) l'électrification du réseau ; (ii) les mini-réseaux alimentés par des panneaux solaires photovoltaïques ; (iii) l'électrification solaire hors réseau des institutions publiques et des ménages et (iv) la cuisson propre. Pour rappel, selon la BM, 18,8% de la population disposait d'un accès à l'électricité en 2019.

Adoption de la Loi de Finances 2022

Le 14 décembre 2021, l'Assemblée Nationale [a adopté](#) la Loi de finances initiale (LFI) pour l'année budgétaire 2022. Finalement, le budget 2022 de l'Etat s'équilibre en recettes et en dépenses à 2 908,6 Mds FCFA (4,4 Mds EUR), en hausse de 2% par rapport au projet initial. Il est également en légère hausse de 0,8% par rapport à la deuxième LFR 2021.

🇸🇳 Sénégal

Creusement du déficit commercial de 10,6% à fin octobre 2021 en g.a.

Selon [l'Agence nationale de la statistique et de la démographie](#) (ANSD), le déficit commercial sur les 10 premiers mois de l'année 2021 s'est creusé de 10,6% en glissement annuel (g.a.) pour atteindre 2 024,5 Mds FCFA (3,1 Mds EUR). Les exportations se sont élevées à 2 293,6 Mds FCFA (3,5 Mds EUR) à fin octobre 2021, soit une hausse de 21,3% en g.a. Les principaux produits exportés ont été l'or non monétaire (18,5% du total des exportations), les produits pétroliers (14,2%) et l'acide phosphorique (8,2%). Enfin, les principaux clients du pays sur cette période ont été le Mali (19,5% du total), la Suisse (14,5%) et l'Inde (9%). Du côté des importations, celles-ci se sont élevées à 4 315,4 Mds FCFA (6,6 Mds EUR) à fin octobre 2021, soit une hausse de 15,9%. Les principaux produits importés ont été les produits pétroliers, hors huiles de pétrole (17,3% du total), les machines et appareils (11,7%) et les métaux communs (5,6%). Enfin, les principaux fournisseurs du pays sur les 10 premiers mois de l'année 2021 ont été la France (12% du total), la Chine (9,8%) et l'Inde (6,9%).

Prévision de croissance de 11,5% en 2023 grâce à la mise en exploitation des chantiers d'hydrocarbures

Selon [une étude](#) de la Direction de la prévision et des études économiques (DPEE), la mise en exploitation des chantiers d'hydrocarbures à l'horizon 2023 engendrerait un taux de croissance de 11,5% du PIB cette année-là, contre 5,5% en 2022. Sur les premières années d'exploitation (2023-2026), le taux de croissance moyen pourrait être de l'ordre de 7,9%. Dans le cas d'une évolution favorable des cours du pétrole, le taux de croissance pourrait atteindre 13,2% en 2023 et 8,4% en moyenne sur la période 2023-2026.

Togo

Inflation à 5,3% en g.a. en novembre

Selon l'Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques (INSEED), le taux d'inflation s'est établi à +5,3% en glissement annuel (g.a.) en novembre 2021, contre +5,9% en g.a. le mois précédent. La hausse des prix a été tirée par celle des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+11,9% en g.a.), en lien avec l'augmentation des prix des pains et céréales (+15,1% en g.a.), des légumes (+11,9% en g.a.) et des poissons et fruits de mer (+12,4% en g.a.). Ensuite, viennent les secteurs du transport (+5,4% en g.a.) et de la communication (+5,3% en g.a.). Cette évolution a été atténuée par la baisse des prix de l'enseignement (-4% en g.a.) et des boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants (-2,8% en g.a.).

La BTCI devient IB Bank Togo

Après l'accord de la Commission bancaire, l'acquisition de la banque publique Banque togolaise pour le commerce et l'industrie (BTCI) par le groupe burkinabé IB Holding se met en place. Ainsi, IB Bank Togo, nouveau nom de l'établissement financier, devrait être recapitalisé en 2021 à hauteur de 20 Mds FCFA (30,5 M EUR) via deux augmentations de capital, portant le capital social de l'institution à 27 Mds FCFA (41,2 M EUR). IB Holding s'offre ainsi 90% de l'actionnariat contre 10% pour l'Etat togolais. Par ailleurs, l'actionnaire injectera, courant 2023, 10 Mds FCFA (15,2 M EUR) supplémentaires sous forme d'un compte d'actionnaire bloqué.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.trésor.economie.gouv.fr/tresor-international